

ne permet pas de diminuer pour le présent les contributions ordinaires que nous avons fixées, & l'impôt extraordinaire que nous avons établi pour la dépense de l'Enterrement & du Couronnement. La pesanteur de ce fardeau, si on le veut pour tous les habitans du Royaume, dont la situation, déjà très-difficile, est devenué plus tâcheuse par la disette & la cherté, nous a extrêmement touchés; mais nous avons considéré en même-tems que ce seroit affoiblir tout le Royaume, si les Finances restoient sans secours & ne lui donnoient pas un soutien. Ainsi, après une mûre délibération, nous avons librement consenti de payer pour ces besoins & d'autres de l'Etat les contributions motivées dans l'Ordonnance qui a été renduë & que nous établissons, approuvons & confirmons ici. En outre, nous avons trouvé nécessaire pour les mêmes motifs que portent les derniers recès, de continuer les contributions & taxes pour les gages & pour les réparations du Château. Nous pouvons offrir avec des cœurs d'autant plus joyeux les tribus que nous payerons au Roi, que Sa Maj. nous a très-gracieusement déclaré & promis que ce que nous lui accorderions seroit employé uniquement à notre utilité & à celle du Royaume.

X. Pour parvenir à mettre de l'ordre dans les Finances & la Monoye du Royaume, la Deputation de la Banque a fait un plan fondé sur l'amélioration de l'économie générale du Royaume & sur des négociations d'emprunt, pour pouvoir commencer d'autant plutôt la réalisation &c.; mais l'importance du sujet demandant non seulement plus de tems pour être examiné & éclairci, & l'exécution des conclusions que nous pourrions prendre sur cet objet, dépendant de cet examen, de la compensation & de l'arrangement que le projet qui a été conçu peut exiger; considérant que pourvu que l'objet principal puisse être rempli, il n'est pas nécessaire de le gêner par des regles & des prescriptions severes, nous avons pensé que le meilleur parti & le plus utile étoit de remettre très-humblement aux soins gracieux de Sa Maj. ce que la Deputation a projeté à ce sujet, & de la supplier qu'après avoir entendu les Députés de la Banque, qui
sont